L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux, No 73 rue de Chartres.

NOUVELLES-ORLEANS.

SAMEDI 21 DECEMBRE 1878.

LA RECOLTE DE COTON DE 1878.

Les chiffres suivants qui nous sont communiqués par la Bourse nationale au coton, indiquent qu'au 30 novembre 1878, il avait été reçu 242,000 balles de plus qu'à la même époque de 1877.

Mouvement du coton, pour le trimestre finissant le 30 novembre 1878:

	1878	1877
Balles aux ports des Etats-Unis	1,743,240	1,501,777
Balles aux ports du Canada	202,246	223,205
Balles en Europe	504,756	352,679
Balles par terre directement des producteurs	222,848	160,263
Balles à bord des bateaux à vapeur	107,273	79,125
Balles exportées par les Etats-Unis	204,612	298,456
Balles prises pour la consommation du Nord	385,209	328,977

LOUISIANE.

Le Marksville Bulletin qui, par parenthèse, vient d'entrer dans sa troisième année, nous arrive avec une liste de contribuables délinquants qui couvre deux de ses pages. Beaucoup de ceux qui figurent sur la liste, préparée une semaine avant, ont payé leurs taxes dans les derniers jours, le collecteur ayant fait une dernière tournée. Les habitants n'ayant pu, à cause de la quarantaine, recevoir de toiles d'emballage et de cercles, n'ont pu mettre leur coton en balle que fort tard. Maintenant, le coton arrive en abondance à Marksville pour être expédié.

M. H. C. Kemper a fait, dit le *Bulletin*, 14 boucauts de sucre avec 4 aires de plante de cannes, un résultat remarquable.

LA VIE AU NEBRASKA.—Les dépêches d'Omaha, dit le *Courrier des Etats-Unis*, disent que le gouverneur Garber, requis du président Fordes et la loi dans la section occidentale du Nebraska, a répondu qu'il est entièrement impuissant. Il faudrait louer et payer des hommes pour poursuivre et capturer les criminels. Les citoyens ne veulent pas abandonner leurs familles et s'exposer à se faire tuer en donnant le change aux malfaiteurs, mais sont assurés d'une compensation, pot le gouverneur n'a pas un cent à sa disposition pour cet objet. Il pagrrait, il est vrai, nommer les shérifs des divers comtés de convoquer le nombre d'hommes nécessaires pour faire respecter la loi, mais cette requête n'aboutirait à rien tant qu'on ne pourra pas fournir aux shérifs les moyens de rétribuer leurs aides.

Le *Herald* d'Omaha dit que l'honneur et la dignité de l'Etat du Nebraska sont en jeu. Neuf assassinats ont été commis en une seule semaine. Les malfaiteurs tuent et brûlent suivant leur bon plaisir. Il est heureux qu'une communauté de 400,000 personnes ne puisse pas mettre un terme à cet état de choses. Les principaux citoyens de l'Etat doivent se réunir et se concerter. Sinon, il faudra que la législature s'occupe avant tout de cette question et édicte des mesures de nature à assurer le rétablissement du règne des lois.

On annonce l'arrestation à Falls City du nommé Rochards, de Kearney, qui, ainsi que nous l'avons rapporté, a assassiné quelques jours d'intervalle un de ses voisins, sa femme et les trois enfants qu'elle avait eus d'un premier mariage. Le prisonnier doit être conduit à Kearney, mais l'irritation publique est grande contre lui et il sera probablement lynché en route.

FRANCE.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Un incident qui s'est produit à la séance du 3 décembre a fourni à M. Gambetta l'occasion de prononcer quelques paroles fort politiques et fort justes. M. Andrieux proposait, dans une intention démocratique, de supprimer la taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion, pour tous ceux de ces établissements dans lesquels le prix de la cotisation ne s'élève pas au-dessus de 12 fr. par an.

Quelqu'un l'interrompt à gauche pour lui crier:

"Et les cercles catholiques?"—"Attendez, monsieur, je vais y venir. Je ne suis pas plus que vous le solidaire des cercles catholiques. Les cercles catholiques sont au nombre de 218 et leurs adhérents au nombre de 15,220; les cercles d'ouvriers non catholiques sont au nombre de 2,080 et leurs adhérents au nombre de 106,278.

"Cette statistique répond à l'objection, et je ne doute pas que la chambre ne sache qu'elle doit voter mon amendement avec empressement."

Un député bien connu cependant pour ses sentiments philanthropiques et spécialement pour son dévouement "aux intérêts du plus grand nombre," M. Laroche-Joubert, a fait remarquer que la plupart de ces cercles populaires étaient beaucoup plus funestes qu'utiles aux ouvriers qui les fréquentent, "qu'on y vide plus de chopes et qu'on y culotte plus de pipes" qu'on n'y fait de lectures sérieuses et qu'on n'y entretient de confiérences instructives. Mais le président de la commission du budget a porté à l'amendement de M. Andrieux le coup décisif en montrant combien il était mauvais et contraire aux principes de la démocratie bien entendue d'établir des catégories dans la société, et d'accorder des privilèges à certaines classes, fût-ce aux classes inférieures.

M. Gambetta.—Messieurs, je viens justifier devant vous le refus que la commission du budget est dans la nécessité d'opposer à la demande que notre honorable ami et collègue M. Andrieux a pu présenter en termes d'ailleurs, si élégants.

Je crois, messieurs, que le disposer qu'on vient solliciter de vos votes ne correspond pas d'une façon véritable et sérieuse à ce principe d'égalité qu'on veut à juste titre maintenir dans la démocratie française. (Assentiment sur un grand nombre de bancs.)

Je ne crois pas qu'il soit bon, alors même qu'il s'agit d'une taxe dont on peut exonérer le plus grand nombre, de la faire porter sur les cercles populaires, de la faire peser sur les uns et d'en dégrever les autres. (Très bien! très bien!)

Peut-on, par ici, prétendre que les taxes qui affectent un caractère de classe; je dis plus pas que ce soit là le vrai démocratique; je réclame la justice et l'égalité pour tous, sans distinction de classes. (Très bien! très bien!)

Il faut montrer, que les ouvriers s'habituent, si ils y sont disposés, car, plus que tous autres, ils ont le sentiment de l'énergie et de la responsabilité individuelles..... (Marques nombreuses d'approbation.)—Il faut qu'ils s'habituent à l'égalité dans les charges, qu'ils sachent leur assurer, par la révolution de 1848, l'égalité dans le droit. (Nouvelles approbations.)

Je ne crois donc pas que vous fassiez sur un bon terrain de dégrèvement quand vous demandez, bien légèrement de 2 fr. les cercles populaires, les laisser à taxe réduite,—de qu'est tout-à-fait, "Sans que nous laisserons pour la charge entière sur tous les autres cercles imposés par la loi.

Et vous trouvez cet impôt mauvais, si vous pensez qu'il enlève le droit de réunion, supprimez-le aussitôt que vous aurez des ressources suffisantes, vous ferez très bien; mais jusque-là ne faites pas de distinctions, ne dénigrez pas de différences, ne prenez pas à votre charge une portion du dégrèvement. (Très bien! très bien!)

Et à quel moment le faire-vous? Vous le faites au moment où le droit de réunion et le droit d'association, comme on le disait tout à l'heure, sont malheureusement en souffrance; vous le faites au moment, où, par l'abnégation d'une législature libérale, les mesures répressives, étroites, vexatoires de la législation qui nous régit encore sont rigoureusement appliquées sur vous, tandis que, au contraire, Paris seul, d'une façon aveugle et téméraire, inaugurée aux mêmes. (Mouvements en sens divers)

Messieurs, je pense que ces quelques mots suffiront pour justifier l'opinion de la commission du budget, et même pour entraîner mon honorable collègue que je prie de vouloir bien retirer, pour obtenir la satisfaction qu'il réclame, le jour où nous nous donnerons rendez-vous pour discuter et adopter les modifications utiles et nécessaires qu'il faudra apporter aux lois sur les réunions et les associations qui, véritablement devront être regardées de plus près, car elles ne sont pas des associations françaises. (Applaudissements à gauche.—RAMPAR à droite.)

BRUN, membre à droite.—Je demande renvoi.

Il va donc être que l'amendement de M. Andrieux a été repoussé.

—On écrit de Berne à la *Nouvelle Gazette de Zurich*:

"Malgré les menaces et les propos violents de certains journaux étrangers, le mouvement du ralentissement pseudo à Genève, ne si à Berlin, ni à Vienne, ni à Rome, ni à Paris, on n'entendu parler, dans la diplomatie, d'une démarche plus patiemment suprême de la France au sujet des mesures qui lui auraient été adressées. Les hommes qui ont accusé à cet égard ne paraissent eux aucun fondement."

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans, 21 décembre.—Température—Baisse du baromètre suivie d'une hausse; vents du nord, température stationnaire ou un peu plus basse avec de la pluie ou de la neige, suivie d'un temps clair.

Température en 20 décembre 1878.

Thermomètre de C. DURAND, Opticien,

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 heures du matin	50	10
10 " "	56	13
2 h. M.	56	13
6 P. M.	56	13

Bureau de Santé.—Rapport des mortalités, naissances et décès enregistrés au bureau:

MALADES—Madame Gauthreaux à Mlle Florian Fleury.

Charles F. Rotenacke à Mlle Barbara Kohlman.

James Forrest à Mlle Mary J. E. McGuire.

Geo. Schaeffer à Mlle Alice Schaeffer.

Dr Emmanuel Deindes à Mlle Eva Hirsch.

NAISSANCES.—Mme Adam Warner, un fils.

Mme John Alexis, une fille.

Mme Joseph Kahl, une fille.

Mme James Jelly, un fils.

Mme Chas. A. Levin, une fille.

DÉCÈS.—E. Allen Mathews, 6 mois.

Mme Rosa Curry, 100 ans.

Wm. Ferguson, 30 ans.

Jos. Gentrunon, 47 ans.

Jas A. Quirk, 7 jours.

John O'Hara, 41 ans.

Suicide dans un théâtre.—Hier soir, quelques minutes avant la fin du spectacle au théâtre St-Charles, une détonation de pistolet s'est fait entendre et a mis en émoi toute la salle: c'était un jeune homme, qui s'est tiré un coup de pistolet dans le ventre. Un représentant de l'*Abeille* en traversant un théâtre à ce moment, a pu voir le malheureux jeune homme gisant sur le parquet, la tête sur le sang et couvert de sang provenant d'une large blessure au côté gauche dans la région du cœur.

La chute du rideau approchant, il a fallu, pour épargner à la foule la vue de ce navrant spectacle de n'ébrouer le calme qui succédait à l'émotion, transporter immédiatement le blessé à l'Hôpital de Charité.

Là, des portemits de famille et des papiers trouvés sur sa personne ont révélé son nom, W. C. Grady, de Dalton, Cincinnati.

Son état est fort grave, à tel point qu'il est douteux qu'il passe la nuit. Parmi les papiers dont nous parlons plus haut se trouvait une lettre cachetée à l'adresse de Miss Jennie Winston, une actrice de la troupe d'Adah Richmond.

Le tenour de cette lettre trahit une espérance déçue. Grady fait part à Miss Winston de l'affection qu'il a conçue pour elle, et lui dit un éternel adieu, lui souhaitant bonheur parfait sur la terre. Nous disons que Miss Winston est mariée et que le projet de mariage qu'avait probablement formé Grady ne trouvait irréalisable par ce fait. Ce n'est, cependant, qu'une supposition de notre part, car rien de positif n'est en au sujet de ce drame mystérieux.

Rétrograt le Juge Mitternburger.—C'est M. J. R. Kennedy, dont nous avons déjà parlé, qui y campera, tout cette fois, devant le magistrat.

On se rappelle sans doute que M. Léonard, avocat du district des Etats-Unis, a récemment, dernièrement, en mise en liberté, auprès du juge Billings, en se fondant sur ce que son témoignage était nécessaire dans les poursuites que les autorités fédérales ont instituées contre des citoyens de la Louisiane.

Mais la demande de fonctionnaire n'a pas empêché l'inculpé d'être amené devant le recorder pour répondre à l'accusation de s'être soustrait à la juridiction ordinaire. Mlle Blanchelacc, en un grand jour a trouvé lieu de la poursuivre pour meurtre.

Il a mis d'être enfui de la paroisse afin d'éviter un emprisonnement. Mlle Blanche Fisher dont le mort a été immondée, hier matin, à M. Hester.

—Deux policemen en patrouilles—Robert E. Hunt et James Williams—ont été décorés à la station du district de Carrollton. M. Elie Garcia accusé en termes d'ailleurs, si élégants.

Je crois, messieurs, que le disposer qu'on vient solliciter de vos votes ne correspond pas d'une façon véritable et sérieuse à ce principe d'égalité qu'on veut à juste titre maintenir dans la démocratie française. (Assentiment sur un grand nombre de bancs.)

Je ne crois pas qu'il soit bon, alors même qu'il s'agit d'une taxe dont on peut exonérer le plus grand nombre, de la faire porter sur les uns et d'en dégrever les autres. (Très bien! très bien!)

Peut-on, par ici, prétendre que les taxes qui affectent un caractère de classe; je dis plus pas que ce soit là le vrai démocratique; je réclame la justice et l'égalité pour tous, sans distinction de classes. (Très bien! très bien!)

Il faut montrer, que les ouvriers s'habituent, si ils y sont disposés, car, plus que tous autres, ils ont le sentiment de l'énergie et de la responsabilité individuelles..... (Marques nombreuses d'approbation.)—Il faut qu'ils s'habituent à l'égalité dans les charges, qu'ils sachent leur assurer, par la révolution de 1848, l'égalité dans le droit. (Nouvelles approbations.)

Je ne crois donc pas que vous fassiez sur un bon terrain de dégrèvement quand vous demandez bien légèrement de 2 fr. les cercles populaires, les laisser à taxe réduite,—de qu'est tout-à-fait, "Sans que nous laisserons pour la charge entière sur tous les autres cercles imposés par la loi.

Et vous trouvez cet impôt mauvais, si vous pensez qu'il enlève le droit de réunion, supprimez-le aussitôt que vous aurez des ressources suffisantes, vous ferez très bien; mais jusque-là ne faites pas de distinctions, ne dénigrez pas de différences, ne prenez pas à votre charge une portion du dégrèvement. (Très bien! très bien!)

Et à quel moment le faire-vous? Vous le faites au moment où le droit de réunion et le droit d'association, comme on le disait tout à l'heure, sont malheureusement en souffrance; vous le faites au moment, où, par l'abnégation d'une législature libérale, les mesures répressives, étroites, vexatoires de la législation qui nous régit encore sont rigoureusement appliquées sur vous, tandis que, au contraire, Paris seul, d'une façon aveugle et téméraire, inaugurée aux mêmes. (Mouvements en sens divers)

Messieurs, je pense que ces quelques mots suffiront pour justifier l'opinion de la commission du budget, et même pour entraîner mon honorable collègue que je prie de vouloir bien retirer, pour obtenir la satisfaction qu'il réclame, le jour où nous nous donnerons rendez-vous pour discuter et adopter les modifications utiles et nécessaires qu'il faudra apporter aux lois sur les réunions et les associations qui, véritablement devront être regardées de plus près, car elles ne sont pas des associations françaises. (Applaudissements à gauche.—RAMPAR à droite.)

BRUN, membre à droite.—Je demande renvoi.

Il va donc être que l'amendement de M. Andrieux a été repoussé.

—On écrit de Berne à la *Nouvelle Gazette de Zurich*:

"Malgré les menaces et les propos violents de certains journaux étrangers, le mouvement du ralentissement pseudo à Genève, ne si à Berlin, ni à Vienne, ni à Rome, ni à Paris, on n'entendu parler, dans la diplomatie, d'une démarche plus patiemment suprême de la France au sujet des mesures qui lui auraient été adressées. Les hommes qui ont accusé à cet égard ne paraissent eux aucun fondement."

UN DISCOURS DE LOUIS BLANC.

Le 1er décembre, à Paris, au Salon des Familles, a eu lieu un grand banquet donné par l'Association des ouvriers lithographes à l'occasion de la récompense qu'elle a obtenue à l'Exposition universelle.

Au dessert, M. Romanet, directeur de l'Association, a pris la parole et a retracé l'historique de cette entreprise ouvrière.

M. Louis Blanc, à qui la présidence avait été offerte, a prononcé ensuite, sur l'organisation du travail et le socialisme en 1848, un discours dans lequel il a repris sa thèse célèbre contre la concurrence, c'est à dire contre la liberté industrielle absolue. Il a rappelé la doctrine élaborée dans les réunions du Luxembourg, savoir:

Le droit au droit est inséparable de l'obligation de devoir. Chaque membre de la famille famille ouvrière doit mettre au premier rang dans ses préoccupations l'affranchissement de tous.—Dans des aspirations vers le bonheur conçu par la justice, l'idée de la collectivité doit lui être toujours présente.—Il doit voir à ne pas être détaché de la cause commune par l'appât d'avantages particuliers.—Dans un pompée, l'association doit être, non pas seulement un moyen d'augmenter son bien-être à lui, mais encore un moyen de préparer, par la solidarité à établir entre les associations diverses, l'émancipation générale du travail.

Il a ajouté:

On a beaucoup dit et beaucoup répété que la doctrine du Luxembourg consistait à faire de l'Etat l'entrepreneur d'industrie, la manufacturier, le spéculateur par excellence. Rien de plus inexact.

La vérité est que, le lendemain de la révolution de 1848, la France se trouva en pleine crise commerciale. L'industrie s'était arrêtée. Le capital avait pris peur. Instruments de travail, matières premières, crédit, tout manquait aux ouvriers.

De l'épargne, il n'y avait pas à en parler. Il faut du temps pour épargner, et le prolétariat ne pouvait attendre. D'ailleurs, recommencer l'économie à qui n'a rien, revient à donner le conseil bien connu: Vous n'avez pas de quoi payer votre loyer! Eh bien, achetez une maison.

S'associer, on y songea; mais cela exigeait des avances, et toutes les bourses se fermaient.

Dans ces circonstances, la question fut posée de savoir si la société, agissant comme telle, ne devrait pas aider le régime d'association à s'établir par des avances dont l'intérêt serait payé et le remboursement, dans un certain délai, garanti.

Je dis la société agissant comme telle, car c'est ce que les hommes de 1848 entendaient par l'Etat,—l'Etat, dans un régime démocratique où la souveraineté du peuple est réalisée au moyen du suffrage universel, étant la société même qui ordonne par ses mandataires ce qu'elle juge utile ou nécessaire au bien de tous.

Ce fut, dit-il, sous l'influence de ces idées que des associations ouvrières s'établirent.

Il a conclu en ces termes:

Si j'avais ici à défendre les républicains socialistes de 1848, je dirais:

Non ceux-là ne furent pas seulement animés d'un nuageux amour de la justice, qui, ardents à commencer la théorie par la pratique, travaillèrent avec tant de zèle et de succès à l'établissement des associations ouvrières.

Non, ceux-là n'exagéraient pas la notion du droit, qui proclamèrent, au profit du pauvre, le droit au travail, pères que le droit au travail, c'est le droit à la vie.

Non, ceux-là ne firent pas bon marché de l'autonomie individuelle, qui, conversant—ce qui ne s'était jamais vu lorsqu'alors dans le monde—un parlement du travail, appelèrent le peuple à résoudre le problème de sa destinée, et chaque prétéritaire à apporter dans cette recherche le poids de son initiative.

Quant au peuple de février, comment parler de lui sans une vive émotion et un profond sentiment de respect? Il fut admirable de générosité, admirable d'intelligence, admirable de dévouement; et c'est ce que dira l'histoire quand elle sera écrite par la liberté.

L'ARMÉE BELGE.

Dans la chambre des députés belges, le ministre de de la guerre, le général Renard, en demandant que la réserve de l'armée soit sérieusement organisée, a parlé de la bataille de Sedan et à donné les explications suivantes, qui ont un intérêt historique:

Pour prouver la nécessité d'une réserve solide, il me suffira de vous citer un fait particulier à notre armée et à notre pays, et qui c'est passé en 1870.

A cette époque, j'étais chef d'état-major général. Le 31 du mois d'août, M. de Balan nous communiquait un avis de son gouvernement, portant en substance que l'armée du roi de Prusse, concentrée sur les flancs de l'armée française, allait rejeter celle-ci sur les frontières de la Belgique, qu'il serait heureux que les forces belges fussent là pour lui barrer le passage; mais que si elles ne s'y trouvaient pas, l'armée prussienne avait l'ordre de suivre l'ennemi sur notre territoire.

Rappelez-vous, messieurs, quelle était alors la position de l'armée belge. Elle était dans les environs de Bouillon; l'armée française était à Sedan. Nous avions été parfaitement informés de tous les mouvements de celle-ci. Nous savions qu'elle avait reçu de Langrand-Dumonceau, mais nous ne pouvions supposer qu'elle se maintiendrait dans cette véritable cuve qui constitue la position de Sedan.

Evidemment, à nos yeux, l'armée française devait continuer sa retraite et se porter à Mézières et sur la rive gauche de la Meuse et, du reste, le colonel Stoffel, toute l'armée prussienne était consternée. Et nous raisonnions juste, car d'après l'Histoire de la campagne de 1870-1871, par le maréchal de Moltke, telle était, en effet, l'intention de Napoléon III. Elle rapporte que, le 31 août, au sortir du camp du général Vinoy étant arrivé à Sedan pour prendre les ordres de l'empereur, celui-ci le fit entrer dans son cabinet où se trouvait le maréchal Mac-Mahon, et que là il lui enjoignit de prescrire au général Vinoy de rétrograder sur Mézières, attendu, que, d'accord avec le maréchal, l'armée française allait se porter sur cette position.

Par suite de quelles circonstances ce projet fut-il abandonné? Je l'ignore. Il n'en est pas moins vrai qu'on s'y était arrêté.

Notre anxiété était grande. Où le chef allait-il se produire? Etait-ce sur la rive droite ou sur la rive gauche de la Meuse? Le vaincu serait-il rejeté sur Bouillon ou sur Philippeville?

Rappelez-vous, en effet, quelle est la configuration de notre frontière méridionale. Vous savez que la pointe de Givet pénètre profondément dans notre pays. Si notre frontière eût continué à se prolonger en ligne droite comme dans le Luxembourg il aurait suffit au général Chanzy de suivre les mouvements des armées ennemies, et de n'opérer que de loin en loin, quand une armée belligérante serait envoyé de pénétrer.

A cause de cette pointe de Givet, ce mouvement de flanc parallèle à la frontière, si heureusement exécuté jusqu'alors, était fatalement interrompu, et il fallait deux journées de marche pour se porter dans l'Entre-Sambre-et-Meuse.

Pour parer à ce danger, on a été forcé d'enlever au chef de l'armée d'observation un réserve composée du 2e corps, commandé par le comte de Flandre, pour l'envoyer sur Philippeville, laissant entre ces deux masses la trouée de Dinant-Namur. Mais en même temps le roi donnait l'ordre au commandant de l'armée d'Anvers de réunir toutes les troupes disponibles, et au ministre des travaux publics de préparer tous les trains nécessaires.

Sa Majesté elle-même, avec tout ce que l'on pouvait encore rassembler, voulait se placer à Namur et à Dinant, entre les deux corps, afin de se porter vers l'un ou l'autre de ceux-ci suivant le point où le danger se présenterait. Dans ce cas, notre unique réserve était le corps non engagé.

Eh bien, si en ce moment le mouvement s'était exécuté, Anvers se serait trouvé dégarni, et il ne restait, entre l'armée presque entière, initiant à l'extrémité du pays, et notre base d'opérations, aucun corps d'armée susceptible de sauvegarder notre ligne de retraite.

Je demande si, après un fait pareil, on peut encore nier la nécessité indispensable d'une réserve sérieusement organisée et d'une bonne armée.

Bulletin météorologique.

Vendredi 20 déc., 2 h. 45 P. M.

Température (Fahrenheit) dans les villes suivantes:

Augusta, Ga.	49	Memphis, Tenn.	39
Galveston, Tex.	57	Mobile, Ala.	45
Jacksonville, Fla.	54	Montgomery, Ala.	41
Cincinnati, O.	34	Nashville, Tenn.	38
Shreveport, Lous.	36	New Orleans, La.	44
Lexington, Lous.	36	Omaha, Neb.	28
Galveston, Texas.	44	Pensacola, Fla.	52
Indianola,	44	Savannah, Ga.	45
Kendall, Lous.	38	Shreveport, La.	40
Key West, Fla.	70	Toledo, Mo.	32
La Crosse, Wi.	20	St Paul, Minn.	22
Leavenworth, Kas.	32	Vicksburg, Miss.	45
Louisville, Ky.	36	Yankton, D. T.	27

Bureau des Signaux en-dessous de l'étiage (eaux basses).

Augusta	4.07	Nashville, Tenn	14.04
Cairo, Ill	27.00	New Orleans*	8.00
Cincinnati, O.	12.02	Omaha, Neb	—
Davenport, I.	—	Pittsburgh, Pa.	5.07
Keokuk, Iowa	—	Shreveport, La.	5.04
La Crosse, Wis	—	St Louis, Mo.	5.04
Leavenworth, K	—	St Paul, Minn.	—
Louisville, Ky.	12.06	Vicksburg, Miss	23.10
Nashville, Tenn	30.10	Yankton	—

*Au-dessus ou niveau des basses eaux de 1874

W. U. SIMONS
Sergent Signal Service, U. S. A.

DÉPÊCHES Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

NOUVELLES ETRANGERES.

AFGHANISTAN.

Expédition contre une tribu hostile.

D'après une dépêche de Peshawar au Daily News, l'expédition contre les Zakkon Khiels est partie jeudi. Le tribu a 700 guerriers. Si on les entoure, il est probable qu'ils résisteront jusqu'au dernier.

Probable occupation en commun de la Bulgarie.

Londres, 20—Le correspondant du Times à Berlin dit que, malgré les dénégations du Journal de St-Pétersbourg, on sait de source certaine dans les cercles que des négociations sont encore pendantes relativement à une proposition d'occuper conjointement la Bulgarie en cas de troubles après l'évacuation russe. La Russie refusera probablement; mais les puissances n'en agiront pas moins.

Faillite.

Londres, 20.—McKean, Fetley et Cie., anciens et respectables négociants de Bradford ont convoqué une assemblée de leurs créanciers, mais ils peuvent payer en plein. Passif: 86,000 livres sterling.

Prochaine retraite des Russes.

La crise ministérielle apaisée en Autriche.

Londres, 20. — Le correspondant du Times à Constantinople dit, qu'il apprend de bonne source que, aussitôt que l'ordre sera parfaitement assuré, les Russes se retireront. Un traité définitif est en bonne voie et sera bientôt conclu.

Une dépêche de Vienne au Times dit que par la victoire du gouvernement sur la question orientale, la crise ministérielle semble être finie, ici aussi bien qu'à Pesth.

Londres, 20—D'après le correspondant du Telegraph, à Vienne, la commission de la Roumélie n'est pas retourné à Constantinople.

Une dépêche de Constantinople au Daily Telegraph dit que Romer sera expulsé de la Turquie avec le consentement de la légation américaine.

Le naufrage de la Byzantine.

Londres, 20—Une dépêche reçue à Paris affirme que 4 personnes seulement, le chirurgien, le 1er officier, l'ingénieur en chef et un matelot, ont survécu au naufrage de la Byzantine. Le démâtre a sauvé mercredi, pendant la nuit, pendant une tourmente. La Byzantine se dirigeait de Marseille vers les Dardanelles, quand elle se heurta contre le vapeur anglais, Rinaldo, de 1660 tonnes, à l'ancre en rade de Lutakai, en destination de Hull. La Byzantine, bâtiment de 900 tonnes, appartenait à la compagnie Fraissinet, de Marseille. Le Rinaldo est retourné au Bosphore pour réparation.

Presque tous les passagers sauvés.

Paris, 20—On lit dans le Siècle: la compagnie Fraissinet a reçu un télégramme annonçant que presque tous les passagers de la Byzantine sont sauvés.

Les droits sur les tabacs en Allemagne. Suppression d'un journal socialiste.

Berlin, 20—Le comité d'enquête du gouvernement a rejeté le plan de monopole du tabac de Bismarck et est en faveur d'un droit sur le poids tel qu'il est demandé par les libéraux. Bismarck n'acceptera probablement pas cette décision.

Le journal socialiste Zukunft a été supprimé.

Funérailles du ministre Taylor.

Berlin, 20—Un service funèbre aura lieu à la légation américaine devant les restes de feu le ministre Taylor. Puis son corps sera transporté dans une tombe, d'où il sera exhumé ensuite pour être envoyé en Amérique.

Hommage rendu à M. Bayard Taylor par le gouvernement allemand.

Berlin, 20—La Gazette officielle dit: le gouvernement regrette sincèrement la mort prématurée et inattendue de l'hon. Bayard Taylor, qui après un séjour de jour ici avait réussi à établir et maintenir les meilleures relations possibles entre les Etats-Unis et l'Allemagne.

Déclaration ministérielle à Madrid.

Madrid, 20.—Le ministre des finances a la aujourd'hui au Congrès une déclaration disant que comme le cabinet possédait la confiance de la couronne et des chambres, une crise ministérielle n'avait aucune raison d'être.

Circulaire de l'Association des courtiers de coton de Liverpool.

Liverpool, 20—Dans sa revue du commerce de la semaine, finissant hier soir, cette circulaire dit qu'il y a eu des affaires considérables au commencement de la semaine, une grande partie était pour l'exportation.

Le coton a été en hausse de près d'un farthing, mardi. Mercredi, le marché, a été plus calme, et les prix sont tombés presqu'aussi bas qu'auparavant.

Mais, aujourd'hui, jeudi, il a été plus ferme. Le coton américain est d'environ 1/16 au-dessus du prix de jeudi dernier, avec une bonne demande. Dans les Sea Island, les affaires ont été très limitées et les futurs ont haussé d'un farthing à 5/16 de penny, lundi, puis ils ont baissé, et 3/16d. de la hausse d'ont été perdus.

Le marché est resté lourd jusqu'à mercredi, dans l'après-midi, il a eu alors une forte réaction, et le marché a fermé aux plus hauts prix de lundi.

Evansville, Ind., 20.—Grande excitation en ville par suite de la découverte dans la tête de Bismarck et est en faveur d'un droit sur le poids tel qu'il est demandé par les libéraux. Bismarck n'acceptera probablement pas cette décision.

Le journal socialiste Zukunft a été supprimé.

Funérailles du ministre Taylor.

Berlin, 20—Un service funèbre aura lieu à la légation américaine devant les restes de feu le ministre Taylor. Puis son corps sera transporté dans une tombe, d'où il sera exhumé ensuite pour être envoyé en Amérique.

Hommage rendu à M. Bayard Taylor par le gouvernement allemand.

Berlin, 20—La Gazette officielle dit: le gouvernement regrette sincèrement la mort prématurée et inattendue de l'hon. Bayard Taylor, qui après un séjour de jour ici avait réussi à établir et maintenir les meilleures relations possibles entre les Etats-Unis et l'Allemagne.

Déclaration ministérielle à Madrid.

Madrid, 20.—Le ministre des finances a la aujourd'hui au Congrès une déclaration disant que comme le cabinet possédait la confiance de la couronne et des chambres, une crise ministérielle n'avait aucune raison d'être.

Circulaire de l'Association des courtiers de coton de Liverpool.

Liverpool, 20—Dans sa revue du commerce de la semaine, finissant hier soir, cette circulaire dit qu'il y a eu des affaires considérables au commencement de la semaine, une grande partie était pour l'exportation.

Le coton a été en hausse de près d'un farthing, mardi. Mercredi, le marché, a été plus calme, et les prix sont tombés presqu'aussi bas qu'auparavant.

Mais, aujourd'hui, jeudi, il a été plus ferme. Le coton américain est d'environ 1/16 au-dessus du prix de jeudi dernier, avec une bonne demande. Dans les Sea Island, les affaires ont été très limitées et les futurs ont haussé d'un farthing à 5/16 de penny, lundi, puis ils ont baissé, et 3/16d. de la hausse ont été perdus.

Le marché est resté lourd jusqu'à mercredi, dans l'après-midi, il a eu alors une forte réaction, et le marché a fermé aux plus hauts prix de lundi.

Bande de malfaiteurs à El Paso.

St-Louis, 20—Des avis du Texas disent que l'on a reçu d'Austin des informations El Paso disant que des bandes armées de bandits ont arrivées du Nouveau Mexique. Les Mexicains font mine de fomenter des troubles; le juge craint de ne pouvoir tenir la cour.

Condamnés échappés de prison.

Savannah, 20—Raymond et Bilen Pagood, tous deux de couleur, condamnés à être pendus aujourd'hui à Hinesville, comté de Liberté, pour meurtre d'un nègre du nom de Sach. Gaulden, se sont échappés il y a quelques jours de la prison. On croyait les rattraper et les pendre aujourd'hui, mais leur exécution a été indéfiniment ajournée.

Simon et James Osgood (couleur), condamnés pour homicide involontaire au pénitencier, se sont également échappés.

Norfolk, 20 — Arrivé de Liverpool la navire Cashier, ainsi que le Wm Ayre A. Campbell avec 5600 balles de coton. Parti pour Liverpool le vapeur Lovain.

Faux monnayeurs.

St. Louis, 20.—Deux hommes convaincus d'avoir donné du faux or à un jeune homme de la campagne ont été condamnés l'un à 3 ans et l'autre à 4 ans de pénitencier, et tous les deux à $1000 d'amende.

Trois faux monnayeurs ont été également condamnés au pénitencier.

Suicide.

Savannah, 20.—Joseph H. Deppin, de Louisville, Ky., a été trouvé mort dans son lit à l'Hôtel Fulaski, cette après-midi. Il s'était suicidé pendant la nuit.

Verdict en faveur du général Sheridan.

New York, 20—Dans l'affaire Whalen contre Sheridan, le jury a prononcé un verdict en faveur du défendeur. Une demande de nouvelle audition de cause a été faite.

Les croiseurs russes.

Philadelphie, 20.—On annonce que deux croiseurs russes, l'Asie et l'Europe, achevés récemment au chantier de marine de Cramps, doivent partir demain pour Cronstadt, Russie, sous le commandement d'Américains et qu'ils seront délivrés aux officiers russes assistés qu'ils seront sortis des eaux américaines. L'Afrique, autre navire russe, partira dans une semaine environ.

Bulletin Maritime.

New York, 20 — Arrivés en dehors: Erling, City of Brooklyn, Baron Cesmorna, Manuel, Bonita, Willbold. Expotour: Kate Crosby, Western Empire, Levi G. Burgess.

WASHINGTON.

Le surintendant de la Monnaie.

Washington, 19. — L'ex-gouverneur Foote, dont la nomination comme directeur de la Monnaie de la Nlle-Orléans, vient d'être confirmée par le Sénat a présenté ses cautions au Trésor, aujourd'hui. Il désire partir pour la Nlle-Orléans demain.

SÉNAT.

Washington, 20—Le plus grande partie de la séance du matin a été consacrée à la discussion de l'ordre des affaires après les vacances des fêtes, mais il n'a été rien réglé à cet égard.

M. Beck, du Kentucky, demande la discussion du projet de rappel de la section 820 des statuts révisés des Etats-Unis, établissant de nouvelles causes d'incapacité et un nouveau serment pour les grands et petits jurys devant les cours des Etats-Unis, projet dont le rapport a été présenté hier par le comité de la révision des lois.

Après une courte discussion sur le projet, M. Hoar, (Mass) dit qu'il est évident que le projet ne peut passer aujourd'hui, il demande en conséquence l'ajournement.

Plus tard il retire sa motion à la requête de M. Edmunds qui demande que l'on entre en séance exécutive. La motion est appuyée par les républicains et combattue par les démocrates. Vote: 25 oui, 25 non. Le vice-président, suivant son droit, en pareil cas, se décide pour l'affirmative et le Sénat entre en séance exécutive.

Le Sénat a voté le projet rappelant la section 820 des statuts révisés et s'est journé au 7 janvier.

Washington, 20—Le comité du Sénat chargé de la résolution Blaine, s'est réuni aujourd'hui. M. Bayard a présenté une résolution requérant le président de fournir les documents et les noms des témoins qui ont fourni les informations sur lesquelles sont basées les allégations du bon message annuel relatives aux fraudes commises aux dernières élections, afin que le comité puisse faire paraître les témoins et procéder à ses investigations. Adopté par un vote de parti. M. Bailey, Tenn., a présenté une résolution demandant à M. Blaine de spécifier les faits sur lesquels le comité pourrait baser son enquête. Adopté.

MM. Mc Millan et Hoar (rép.), Wallace (dém.), membres du comité, sont partis aujourd'hui pour leur Etat. Ils ne reviendront pas avant la rentrée du Sénat, après les vacances et fêtes.

On affirme, ce soir, que M. Cameron, du Wisconsin, a demandé à être exempté de ses services dans le comité. Il est probable que rien ne se fera avant la rentrée du Congrès.

Chambre.

L'Orateur fait l'appel des comités pour les rapports spéciaux.

La Chambre adopte le projet autorisant le paiement des réclamations du Tennessee pour avoir gardé les prisonniers des Etats-Unis. Elle a adopté aussi un projet ayant pour but de rendre à J. M. Bell, de la Géorgie, ses droits politiques.

Washington, 20—Le département du trésor lancera le 1er janvier une circulaire dont l'objet est de mettre en circulation le dollar d'argent, étalon actuel. Le trésorier accordera le transport à toute personne, ayant fait un dépôt de 1000 dollars ou un tout multiple de cette somme en dollar d'argent. Les frais seront payés par la monnaie.

Confirmations.

Le Sénat a confirmé les nominations de Jo